



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، مراسيم
قرارات وآراء، مقررات، منشور، إعلانات وبلاغات

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS
ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

(TRADUCTION FRANÇAISE)

ABONNEMENT ANNUEL

Algérie
Tunisie
Maroc
Libye
Mauritanie

ETRANGER

(Pays autres
que le Maghreb)

1 An

1 An

DIRECTION ET REDACTION:
SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

Abonnement et publicité:
IMPRIMERIE OFFICIELLE
7,9 et 13 Av. A. Benbarek-ALGER
Tél: 65.18.15 à 17 - C.C.P. 3200-50

ALGER

Télex: 65 180 IMPOF DZ

BADR: 060.300.0007 68/KG

ETRANGER: (Compte devises):

BADR: 060.320.0600 12

Edition originale.....

1070,00 DA.

2675,00 DA.

Edition originale et sa traduction

2140,00 DA.

5350,00 DA.

(Frais d'expédition en sus)

Edition originale, le numéro : 13,50 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 27,00 dinars.

Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.

Prière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.

Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne.

SOMMAIRE**DECRETS**

Pages

| | |
|---|----|
| Décret présidentiel n° 97-495 du 24 Chaâbane 1418 correspondant au 24 décembre 1997 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses..... | 3 |
| Décret présidentiel n° 97-496 du 27 Chaâbane 1418 correspondant au 27 décembre 1997 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères..... | 4 |
| Décret présidentiel n° 97-497 du 27 Chaâbane 1418 correspondant au 27 décembre 1997 portant transfert de crédits au sein du budget de l'Etat..... | 6 |
| Décret présidentiel n° 97-498 du 27 Chaâbane 1418 correspondant au 27 décembre 1997 relatif à la gestion administrative et financière des postes diplomatiques et consulaires..... | 8 |
| Décret présidentiel n° 97-499 du 27 Chaâbane 1418 correspondant au 27 décembre 1997 portant désignation des membres du Conseil de la Nation..... | 10 |

PROCLAMATIONS**CONSEIL CONSTITUTIONNEL**

| | |
|---|----|
| Proclamation n° 02-97 P.CC du 27 Chaâbane 1418 correspondant au 27 décembre 1997 relative aux résultats de l'élection des membres élus du conseil de la Nation..... | 11 |
|---|----|

DECRETS

Décret présidentiel n° 97-495 du 24 Chaâbane 1418 correspondant au 24 décembre 1997 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu l'ordonnance n° 96-31 du 19 Chaâbane 1417 correspondant au 30 décembre 1996 portant loi de finances pour 1997 ;

Vu la loi n° 97-01 du 28 Rabie Ethani 1418 correspondant au 31 août 1997 portant loi de finances complémentaire pour 1997 ;

Vu le décret présidentiel du 18 Joumada El Oula 1418 correspondant au 20 septembre 1997 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances complémentaire pour 1997, au budget des charges communes ;

Vu le décret exécutif n° 97-24 du 26 Chaâbane 1417 correspondant au 6 janvier 1997 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1997, au ministre des affaires religieuses ;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1997, un crédit de soixante millions de dinars (60.000.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 "Dépenses éventuelles - Provision groupée".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1997, un crédit de soixante millions de dinars (60.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et aux chapitres énumérés à l'état annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des affaires religieuses sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Chaâbane 1418 correspondant au 24 décembre 1997.

Liamine ZEROUAL.

ETAT ANNEXE

| N°S DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|-------------------|---|-----------------------|
| | MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES | |
| | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 1ère Partie | |
| | <i>Personnel — Rémunérations d'activité</i> | |
| 31-11 | Services déconcentrés de l'Etat — Rémunérations principales | 44.400.000 |
| | Total de la 1ère partie | 44.400.000 |

ETAT ANNEXE (suite)

| N ^{os} DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|-------------------------------|---|-----------------------|
| | 2ème Partie | |
| | <i>Personnel — Pensions et allocations</i> | |
| 32-12 | Services déconcentrés de l'Etat — Pensions de service et pour dommages corporels..... | 600.000 |
| | Total de la 2ème partie..... | 600.000 |
| | 3ème Partie | |
| | <i>Personnel — Charges sociales</i> | |
| 33-13 | Services déconcentrés de l'Etat — Sécurité sociale..... | 13.000.000 |
| | Total de la 3ème partie..... | 13.000.000 |
| | 7ème Partie | |
| | <i>Dépenses diverses</i> | |
| 37-12 | Services déconcentrés de l'Etat — Versement forfaitaire..... | 2.000.000 |
| | Total de la 7ème partie..... | 2.000.000 |
| | Total du titre III..... | 60.000.000 |
| | Total de la sous-section II..... | 60.000.000 |
| | Total des crédits ouverts..... | 60.000.000 |

Décret présidentiel n° 97-496 du 27 Chaâbane 1418 correspondant au 27 décembre 1997 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu l'ordonnance n° 96-31 du 19 Chaâbane 1417 correspondant au 30 décembre 1996 portant loi de finances pour 1997 ;

Vu la loi n° 97-01 du 28 Rabie Ethani 1418 correspondant au 31 août 1997 portant loi de finances complémentaire pour 1997 ;

Vu le décret présidentiel du 18 Joumada El Oula 1418 correspondant au 20 septembre 1997 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances complémentaire pour 1997, au budget des charges communes ;

Vu le décret présidentiel n° 97-08 du 26 Chaâbane 1417 correspondant au 6 janvier 1997 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1997, au ministre des affaires étrangères ;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1997, un crédit de cent cinquante trois millions cinq cent mille dinars (153.500.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 "Dépenses éventuelles - Provision groupée".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1997, un crédit de cent cinquante trois millions cinq cent mille dinars (153.500.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères et aux chapitres énumérés à l'état annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Chaâbane 1418 correspondant au 27 décembre 1997.

Liamine ZEROUAL.

ETAT ANNEXE

| N°S DES CHAPITRES | L I B E L L E S | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|--|--------------------------|
| | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | |
| | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES A L'ETRANGER | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 1ère Partie | |
| | <i>Personnel — Rémunérations d'activité</i> | |
| 31-11 | Services à l'étranger — Rémunérations principales | 30.300.000 |
| 31-12 | Services à l'étranger — Indemnités et allocations diverses | 37.100.000 |
| 31-13 | Services à l'étranger — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires | 2.000.000 |
| | Total de la 1ère partie | 69.400.000 |
| | 3ème Partie | |
| | <i>Personnel — Charges sociales</i> | |
| 33-11 | Services à l'étranger — Prestations à caractère familial..... | 1.100.000 |
| 33-13 | Services à l'étranger — Sécurité sociale | 1.000.000 |
| | Total de la 3ème partie..... | 2.100.000 |
| | 4ème Partie | |
| | <i>Matériel et fonctionnement des services</i> | |
| 34-11 | Services à l'étranger — Remboursement de frais | 15.000.000 |
| 34-14 | Services à l'étranger — Charges annexes | 25.000.000 |
| 34-93 | Services à l'étranger — Loyer | 42.000.000 |
| | Total de la 4ème partie..... | 82.000.000 |
| | Total du titre III..... | 153.500.000 |
| | Total de la sous-section II..... | 153.500.000 |
| | Total des crédits ouverts..... | 153.500.000 |

Décret présidentiel n° 97-497 du 27 Chaâbane 1418 correspondant au 27 décembre 1997 portant transfert de crédits au sein du budget de l'Etat.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu l'ordonnance n° 96-31 du 19 Chaâbane 1417 correspondant au 30 décembre 1996 portant loi de finances pour 1997 ;

Vu la loi n° 97-01 du 28 Rabie Ethani 1418 correspondant au 31 août 1997 portant loi de finances complémentaire pour 1997 ;

Vu le décret présidentiel du 18 Jomada El Oula 1418 correspondant au 20 septembre 1997 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances complémentaire pour 1997, au budget des charges communes ;

Vu le décret exécutif n° 97-11 du 26 Chaâbane 1417 correspondant au 6 janvier 1997 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1997, au ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement ;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1997, un crédit de deux cent millions de dinars (200.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement et aux chapitres énumérés à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1997, un crédit de deux cent millions de dinars (200.000.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 « Dépenses éventuelles — Provision groupée ».

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Chaâbane 1418 correspondant au 27 décembre 1997.

Liamine ZEROUAL.

ETAT ANNEXE

| Nos DES CHAPITRES | L I B E L L E S | CREDITS ANNULES EN DA |
|----------------------|--|--------------------------|
| | <p>MINISTERE DE L'INTERIEUR, DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT</p> <p>SECTION I</p> <p>ADMINISTRATION GENERALE</p> <p>SOUS-SECTION I</p> <p>SERVICES CENTRAUX</p> <p>TITRE III</p> <p>MOYENS DES SERVICES</p> <p>7ème Partie</p> <p><i>Dépenses diverses</i></p> | |
| 37-05 | Administration centrale — Elections | 60.000.000 |
| | Total de la 7ème partie..... | 60.000.000 |
| | Total du titre III..... | 60.000.000 |
| | Total de la sous-section I | 60.000.000 |

ETAT ANNEXE (Suite)

| N ^{OS} DES CHAPITRES | L I B E L L E S | CREDITS ANNULES EN DA |
|----------------------------------|--|--------------------------|
| | SOUS-SECTION II SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | |
| | TITRE III MOYENS DES SERVICES | |
| | 1ère Partie <i>Personnel — Rémunérations d'activité</i> | |
| 31-11 | Services déconcentrés de l'Etat — Rémunérations principales | 15.000.000 |
| 31-12 | Services déconcentrés de l'Etat — Indemnités et allocations diverses | 25.000.000 |
| 31-13 | Services déconcentrés de l'Etat — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires | 15.000.000 |
| | Total de la 1ère partie | 55.000.000 |
| | 3ème Partie <i>Personnel — Charges sociales</i> | |
| 33-11 | Services déconcentrés de l'Etat — Prestations à caractère familial..... | 45.000.000 |
| | Total de la 3ème partie..... | 45.000.000 |
| | Total du titre III..... | 100.000.000 |
| | TITRE IV INTERVENTIONS PUBLIQUES | |
| | 6ème Partie <i>Action sociale — Assistance et solidarité</i> | |
| 46-12 | Services déconcentrés de l'Etat — Soutien direct des revenus des catégories sociales défavorisées | 40.000.000 |
| | Total de la 6ème partie..... | 40.000.000 |
| | Total du titre IV | 40.000.000 |
| | Total de la sous-section II..... | 140.000.000 |
| | Total de la section I..... | 200.000.000 |
| | Total des crédits annulés..... | 200.000.000 |

Décret présidentiel n° 97-498 du 27 Chaâbane 1418 correspondant au 27 décembre 1997 relatif à la gestion administrative et financière des postes diplomatiques et consulaires.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995, relative à la cour des comptes ;

Vu l'ordonnance n° 95-27 du 8 Chaâbane 1416 correspondant au 30 décembre 1995 portant loi de finances pour 1996, notamment ses articles 65 et 101 ;

Vu le décret n° 77-59 du 1er mars 1977 fixant les attributions des ambassadeurs d'Algérie ;

Vu le décret n° 77-60 du 1er mars 1977 fixant les attributions des consuls d'Algérie ;

Vu le décret n° 77-103 du 28 juin 1977, relatif à la gestion administrative et financière des missions diplomatiques et des postes consulaires ;

Vu le décret n° 86-217 du 26 août 1986, modifié et complété, instituant une commission nationale chargée des opérations immobilières à l'étranger ;

Vu le décret présidentiel n° 90-359 du 10 novembre 1990 fixant les attributions du ministre des affaires étrangères ;

Vu le décret présidentiel n° 96-442 du 28 Rajab 1417 correspondant au 9 décembre 1996 portant statut des agents diplomatiques et consulaires ;

Vu le décret exécutif n° 91-311 du 7 septembre 1991, relatif à la nomination et à l'agrément des comptables publics ;

Vu le décret exécutif n° 91-312 du 7 septembre 1991, fixant les conditions de mise en jeu de la responsabilité des comptables publics, des procédures d'apurement des débits et les modalités de souscription d'assurance couvrant la responsabilité des comptables publics ;

Vu le décret exécutif n° 91-313 du 7 septembre 1991, fixant les procédures, les modalités et le contenu de la comptabilité des ordonnateurs et des comptables publics ;

Vu le décret exécutif n° 91-314 du 7 septembre 1991, relatif à la procédure de réquisition des comptables publics par les ordonnateurs ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national ;

Vu le décret exécutif n° 92-414 du 14 novembre 1992, relatif au contrôle préalable des dépenses engagées ;

Vu le décret exécutif n° 93-46 du 6 février 1993, fixant les délais de paiement des dépenses, de recouvrement des ordres de recettes et des états exécutoires et la procédure d'admission en non valeurs ;

Vu le décret exécutif n° 97-268 du 16 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 21 juillet 1997 fixant les procédures relatives à l'engagement et à l'exécution des dépenses publiques et délimitant les attributions et les responsabilités des ordonnateurs ;

Décète :

TITRE I

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de définir la gestion administrative et financière des postes diplomatiques et consulaires, en application des dispositions législatives régissant la comptabilité publique.

Art. 2. — Les postes diplomatiques et consulaires disposent d'un budget de fonctionnement fixé par le ministre des affaires étrangères.

Les prévisions budgétaires sont présentées par les postes diplomatiques et consulaires à l'administration centrale du ministère des affaires étrangères chaque année, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 3. — La répartition annuelle des crédits budgétaires est effectuée par le ministre des affaires étrangères au profit de chaque poste sur la base d'une nomenclature unifiée.

Chaque poste reçoit, durant le premier trimestre, une notification des crédits annuels qui lui sont alloués.

Les disponibilités nécessaires à l'exécution des budgets des postes diplomatiques et consulaires sont ordonnancées trimestriellement, par chapitre, par le ministre des affaires étrangères.

Art. 4. — Des modifications à la répartition des crédits entre postes diplomatiques et consulaires peuvent être opérées par le ministre des affaires étrangères en cours d'année.

Art. 5. — Les postes diplomatiques et consulaires bénéficient annuellement de crédits au titre des dépenses imprévues.

Les modalités d'exécution de cette catégorie de dépenses seront précisées par instruction conjointe du ministre des affaires étrangères et du ministre chargé des finances.

Art. 6. — Les recettes des reliquats de l'exercice antérieur, les intérêts produits par les dépôts à terme et les versements des sommes indûment perçues sont abrités dans un compte ouvert au titre des produits divers du budget de l'Etat.

Ces sommes sont déduites des tranches trimestrielles du poste et imputées au budget de l'Etat selon des modalités qui seront définies par une instruction conjointe du ministre des affaires étrangères et du ministre chargé des finances.

Art. 7. — Les actes comportant engagement de dépenses des postes diplomatiques et consulaires sont dispensés du visa du contrôleur financier.

TITRE II

ATTRIBUTIONS ET RESPONSABILITES DU CHEF DE POSTE

Art. 8. — Le chef de poste diplomatique ou consulaire est ordonnateur secondaire pour l'exécution des opérations budgétaires du poste.

A ce titre, il est tenu de transmettre annuellement à la cour des comptes le compte administratif du poste, conformément à la législation en vigueur.

Art. 9. — Le chef de poste diplomatique ou consulaire est responsable de la gestion administrative du poste. Il est, également, responsable civilement et pénalement de l'utilisation, de la conservation et de l'entretien des biens mis à la disposition du poste.

TITRE III

ATTRIBUTIONS ET RESPONSABILITES DE L'AGENT COMPTABLE

Art. 10. — Dans les postes diplomatiques et consulaires, le paiement des dépenses, le recouvrement des recettes, la tenue des écritures comptables et la conservation des fonds et valeurs sont confiés à un agent comptable agréé par le ministère chargé des finances conformément à la réglementation en vigueur.

A ce titre, il est tenu de transmettre annuellement à la cour des comptes son compte de gestion.

Art. 11. — Les chèques bancaires émis en règlement de dépenses sont signés par l'agent comptable et contresignés par le chef de poste diplomatique ou consulaire.

Art. 12. — L'agent comptable peut, dans certains cas, être appelé à assurer la gestion de deux ou de plusieurs postes diplomatiques ou consulaires.

Art. 13. — La responsabilité de l'agent comptable des postes diplomatiques et consulaires est définie par la réglementation fixant la responsabilité des comptables publics.

TITRE IV

ATTRIBUTIONS ET RESPONSABILITES DE L'ATTACHE DE CHANCELLERIE

Art. 14. — L'attaché de chancellerie est chargé, sous la responsabilité du chef de poste diplomatique ou consulaire, de la gestion administrative du poste. Il est également chargé de la gestion du patrimoine mobilier et immobilier de l'Etat mis à la disposition du poste.

Art. 15. — La fonction d'agent comptable dans les postes diplomatiques et consulaires est exercée par l'attaché de chancellerie.

Art. 16. — L'attaché de chancellerie est chargé de la tenue du livre d'inventaire du matériel et mobilier de l'Etat mis à la disposition du poste diplomatique ou consulaire.

Le chef de poste diplomatique ou consulaire contrôle régulièrement la mise à jour du livre d'inventaire et la sincérité des écritures qui y sont portées. Il est responsable de la tenue des inventaires des biens meubles et immeubles acquis ou mis à la disposition du poste.

TITRE V

GESTION DES BIENS MOBILIERS ET IMMOBILIERS

Art. 17. — L'acquisition, la location ou la vente des biens immobiliers de l'Etat mis à la disposition des postes diplomatiques et consulaires sont soumises à l'autorisation préalable de l'administration centrale.

L'aliénation ou la mise en réforme des biens mobiliers s'effectuent conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 18. — Tout projet de réfection ou d'aménagement d'immeuble relevant du budget d'équipement est soumis, pour décision, à l'administration centrale des affaires étrangères.

TITRE VI

DROITS DE CHANCELLERIE

Art. 19. — La perception des droits de chancellerie, au titre de la délivrance de documents et actes consulaires, s'effectue contre délivrance d'une quittance de paiement.

La perception de ces droits, dont le montant est fixé par la loi, se fait en monnaie locale sur la base du taux de conversion arrêté par instruction conjointe du ministre des affaires étrangères et du ministre chargé des finances.

Art. 20. — Les recettes des droits de chancellerie sont abritées dans un compte ouvert à ce titre et transférées périodiquement au trésorier central. Une instruction conjointe du ministre des affaires étrangères et du ministre chargé des finances précisera les modalités et la périodicité de ces transferts.

TITRE VII

INSPECTION

Art. 21. — Sans préjudice des inspections prévues par la législation et la réglementation en vigueur, des inspections, ayant pour objet de contrôler l'emploi fait par le poste diplomatique ou consulaire des moyens financiers et matériels mis à sa disposition, peuvent être effectuées par les services du ministère des affaires étrangères.

TITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 22. — La situation des attachés de chancellerie exerçant les fonctions d'agents comptables dans les postes diplomatiques et consulaires à la date de signature du présent décret sera régularisée sur proposition du ministre des affaires étrangères, conformément à la réglementation en vigueur.

TITRE IX

DISPOSITIONS FINALES

Art. 23. — Des textes d'application préciseront, en tant que de besoin, les modalités de mise en œuvre du présent décret.

Art. 24. — Sont abrogées les dispositions du décret n° 77-103 du 28 juin 1977 susvisé.

Art. 25. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Chaâbane 1418 correspondant au 27 décembre 1997.

Liamine ZEROUAL.

Décret présidentiel n° 97-499 du 27 Chaâbane 1418 correspondant au 27 décembre 1997 portant désignation des membres du Conseil de la Nation.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 78-1°, 101 (alinéa 3), 103, 105 et 125 (alinéa 1er);

Vu l'ordonnance n° 97-07 du 27 Chaoual 1417 correspondant au 6 mars 1997, portant loi organique relative au régime électoral, notamment ses articles 5, 7, 128 et 129;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 101 (alinéa 3) de la Constitution, sont désignés membres du Conseil de la Nation, Mesdames et Messieurs dont les noms suivent :

| | |
|-------------------|-------------------|
| — Abdallah | EL HADJ |
| — Mohamed | EL KORSO |
| — Bachir | AHMED BEY |
| — Z'Hor | OUNISSI |
| — Mokrane | AIT LARBI |
| — Abdelhak | BRERHI |
| — Madani | BRADAI |
| — Boualem | BESSAYEH |
| — Mustapha | BELMEHDI |
| — Meriem | BELMIHOUB ZERDANI |
| — Ahmed | BEN BITOUR |
| — Saida | BENHABYLES |
| — Anissa | BENAMEUR |
| — Hocine | BENMAALEM |
| — Salah | BOUBNIDER |
| — Sid Ahmed | BOUCHENAK KHALDI |
| — Mohamed Tahar | BOUZEGHOUB |
| — Abdelatif | BOUKAABACHE |
| — Bachir | BOUMAZA |
| — Abdelmadjid | DJEBBAR |
| — Mohamed | DJEBRIT |
| — Hocine | DJOUDI |
| — Zine El Abidine | HACHICHI |
| — Smail | HAMDANI |
| — Abderrahmane | DENDEN |
| — Rachid | REBIAI |
| — Abdallah | REKIBI |
| — Tahar | ZBIRI |
| — Azzedine | ZERARI |

| | |
|------------------|------------|
| — Abdelhamid | ZOUZOU |
| — Lamine | CHERIET |
| — Slimane | CHEIKH |
| — Boudjemaa | SOUILAH |
| — Mohamed Chérif | TALEB |
| — Bachir | TAOUIL |
| — Mohamed Chérif | ABBES |
| — Kamel | ABDERRAHIM |
| — Mustapha | ABID |
| — Leïla | ASLAOUI |
| — Mohamed | ALIOUI |
| — Mahieddine | AMIMOUR |
| — Amar | AOUABDI |

| | |
|----------|----------|
| — Brahim | FEKHAR |
| — Bouzid | LAZHARI |
| — Ghouti | MEKAMCHA |
| — Ahmed | MERANI |
| — Ahmed | METATLA |
| — Amar | MEHDI |

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Chaâbane 1418 correspondant au 27 décembre 1997.

Liamine ZEROUAL.

PROCLAMATIONS

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Proclamation n° 02-97 P.CC du 27 Chaâbane 1418 correspondant au 27 décembre 1997 relative aux résultats de l'élection des membres élus du conseil de la Nation.

Le Conseil constitutionnel,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 98, 101, 102 et 163 (alinéa 2);

Vu le règlement du 5 Moharram 1410 correspondant au 7 août 1989, modifié et complété, fixant les procédures de fonctionnement du Conseil constitutionnel;

Vu l'ordonnance n° 97-07 du 27 Chaoual 1417 correspondant au 6 mars 1997 portant loi organique relative au régime électoral, notamment en ses articles 122, 123, 124, 144, 146, 147, 148 et 149;

Vu l'ordonnance n° 97-08 du 27 Chaoual 1417 correspondant au 6 mars 1997 déterminant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour l'élection du parlement;

Vu le décret présidentiel n° 89-143 du 5 Moharram 1410 correspondant au 7 août 1989 relatif aux règles se rapportant à l'organisation du Conseil constitutionnel et au statut de certains de ses personnels;

Vu le décret présidentiel n° 97-410 du 8 Rajab 1418 correspondant au 9 novembre 1997 portant convocation du collège électoral pour l'élection des membres élus du Conseil de la Nation;

Vu le décret exécutif n° 97-278 du 21 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 26 juillet 1997 déterminant les modalités d'application des dispositions des articles 97 et 99 de l'ordonnance n° 97-07 du 27 Chaoual 1417

correspondant au 6 mars 1997 portant loi organique relative au régime électoral pour la fixation du nombre de sièges à pourvoir pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas;

Vu le décret exécutif n° 97-423 du 10 Rajab 1418 correspondant au 11 novembre 1997 relatif à l'organisation et au déroulement de l'élection des membres élus du Conseil de la Nation;

Vu l'arrêté du 7 Chaâbane 1418 correspondant au 7 décembre 1997 fixant le libellé et les caractéristiques techniques du bulletin de vote à utiliser lors de l'élection des membres élus du Conseil de la Nation, notamment en son article 5;

Vu les résultats consignés dans les procès-verbaux des commissions électorales de wilayas.

Les rapporteurs entendus,

— Considérant qu'après avoir rectifié les erreurs matérielles et introduit les modifications qu'il a jugé nécessaire,

PROCLAME les résultats du scrutin comme suit :

Premièrement : Les résultats globaux de l'élection des membres élus du Conseil de la Nation qui a eu lieu le 25 Chaâbane 1418 correspondant au 25 décembre 1997, sont arrêtés comme suit :

| | |
|---------------------------|--------|
| — Electeurs inscrits : | 15003 |
| — Votants : | 14224 |
| — Taux de participation : | 94,81% |
| — Abstentions : | 779 |
| — Suffrages exprimés : | 13258 |
| — Bulletins nuls : | 966 |

Deuxièmement : Les résultats de l'élection des membres élus du Conseil de la Nation, par circonscription électorale, sont arrêtés comme suit :

**ETAT RELATIF AUX RESULTATS DE L'ELECTION
DES MEMBRES ELUS DU CONSEIL DE LA NATION**

| Circonscription électorale | Electeurs | | Taux de participation | Suffrages exprimés | Abstentions | Bulletins nuls | Candidats élus | Nombre de voix obtenues |
|-------------------------------|-----------|---------|-----------------------------|-----------------------|-------------|-------------------|---|-------------------------------|
| | Inscrits | Votants | | | | | | |
| Adrar | 245 | 243 | 99,18 % | 236 | 02 | 07 | 1. Benabdelkrim Abdelkrim 2. Mazouzi Abdelkader | 88 81 |
| Chlef | 378 | 370 | 97,88 % | 362 | 08 | 08 | 1. Cheikh Ahmed 2. Bouthiba Mohamed | 213 136 |
| Laghouat | 217 | 214 | 98,61 % | 202 | 03 | 12 | 1. Seddiki Ahmed 2. Badaoui Naccur | 69 53 |
| Oum El Bouaghi | 278 | 275 | 98,92 % | 262 | 03 | 13 | 1. Boukernous Boubekeur 2. Berkani Bouzid | 169 141 |
| Batna | 526 | 433 | 82,32 % | 381 | 93 | 52 | 1. Benhassir Belkacem 2. Houamel Nabil | 252 243 |
| Béjaïa | 489 | 461 | 94,27 % | 436 | 28 | 25 | 1. Abid Abdelmadjid 2. Amri Boualem | 250 229 |
| Biskra | 310 | 293 | 94,52 % | 283 | 17 | 10 | 1. Zeribi Nadir 2. Mezghiche Bouzidi | 174 159 |
| Béchar | 198 | 196 | 98,98 % | 184 | 02 | 12 | 1. Larabi Abdellah 2. Abbad Larbi | 67 53 |
| Blida | 296 | 267 | 90,20 % | 246 | 29 | 21 | 1. Bouchekir Mohamed 2. Kaid Salah | 96 83 |
| Bouira | 406 | 387 | 95,32 % | 373 | 19 | 14 | 1. Khelifa Abdelkader 2. Kamiri Mohammed | 127 101 |
| Tamenghasset | 115 | 112 | 97,39 % | 112 | 03 | 00 | 1. Immed Mustapha 2. Benmessaoud Othmane | 44 30 |
| Tébessa | 277 | 275 | 99,27 % | 252 | 02 | 23 | 1. Boussahia Tounsi 2. Tartare Ahmed | 181 160 |
| Tlemcen | 488 | 478 | 97,95 % | 443 | 10 - | 35 | 1. Oucherif Miloud 2. Gaouar Mounir | 316 215 |

ETAT (Suite)

| Circonscription électorale | Electeurs | | Taux de participation | Suffrages exprimés | Abstentions | Bulletins nuls | Candidats élus | Nombre de voix obtenues |
|-------------------------------|-----------|---------|-----------------------------|-----------------------|-------------|-------------------|--|-------------------------------|
| | Inscrits | Votants | | | | | | |
| Tiaret | 389 | 378 | 97,17 % | 349 | 11 | 29 | 1. Belhadj Djamel Eddine 2. Boutouiga Benhalima | 138 96 |
| Tizi Ouzou | 622 | 569 | 91,48 % | 548 | 53 | 21 | 1. Hamadache Abdelkader 2. Si Mohamed Ouiza, épouse Chetti | 321 317 |
| Alger | 730 | 662 | 90,68 % | 589 | 68 | 73 | 1. Bekkar Lakhdar 2. Douagui Habib | 178 141 |
| Djelfa | 339 | 333 | 98,23 % | 313 | 06 | 20 | 1. El Guizi Ali 2. Bennadji Mohamed | 172 167 |
| Jijel | 293 | 285 | 97,27 % | 280 | 08 | 05 | 1. Bouchâar Abdeslam 2. Yahi Mohamed Kamel | 134 102 |
| Sétif | 579 | 557 | 96,20 % | 529 | 22 | 28 | 1. Guenifi Salah Eddine 2. Mezaâche Mohamed Lamine | 345 338 |
| Saïda | 169 | 166 | 98,22 % | 152 | 03 | 14 | 1. Hafsi Noria 2. Hamami Belkacem | 74 63 |
| Skikda | 375 | 349 | 93,06 % | 298 | 26 | 51 | 1. Kati Zouheir dit Mounir 2. Bachiri Mustapha | 214 200 |
| Sidi Bel Abbès | 433 | 392 | 90,53 % | 343 | 41 | 49 | 1. Bachir Boudjra Nasredine 2. Azzi Bentabet | 144 97 |
| Annaba | 171 | 152 | 88,88 % | 144 | 19 | 08 | 1. Taleb Abdellah 2. Temim Hamid | 92 84 |
| Guelma | 303 | 298 | 98,34 % | 285 | 05 | 13 | 1. Ouarath Bougara 2. Maïfia Saïd | 120 102 |
| Constantine | 181 | 176 | 97,23 % | 165 | 05 | 11 | 1. Zermane Salim 2. Bensari Mourad | 115 102 |
| Médéa | 543 | 487 | 89,68 % | 461 | 56 | 26 | 1. Benaidja Djelloul 2. Chiker Saïd Mansour | 243 220 |
| Mostaganem | 323 | 319 | 98,76 % | 287 | 04 | 32 | 1. Bouzouina Abdellah 2. Tadjine Mohamed | 179 149 |

ETAT (Suite)

| Circonscription électorale | Electeurs | | Taux de participation | Suffrages exprimés | Abstentions | Bulletins nuls | Candidats élus | Nombre de voix obtenues |
|-------------------------------|-----------|---------|-----------------------------|-----------------------|-------------|-------------------|--|-------------------------------|
| | Inscrits | Votants | | | | | | |
| M'Sila | 424 | 417 | 98,34 % | 383 | 07 | 34 | 1. Hadji Athmane 2. Zerrouak Ahmed | 274 258 |
| Mascara | 418 | 399 | 95,45 % | 371 | 19 | 28 | 1. Zaoui Djillali 2. Bouchentouf Senouci | 302 294 |
| Ouargla | 214 | 210 | 98,13 % | 203 | 04 | 07 | 1. Benouaer Salim 2. Khakha Mohamed | 104 63 |
| Oran | 287 | 282 | 98,25 % | 259 | 05 | 23 | 1. Hamdadou Mokhtar 2. Soumeur Abdelkader | 190 174 |
| El Bayadh | 199 | 183 | 91,95 % | 174 | 16 | 09 | 1. Gueniber Djillali 2. Djidel Ben Eddine | 148 142 |
| Illizi | 77 | 75 | 97,40 % | 75 | 02 | 00 | 1. Madhoui Ahmida 2. Bouchikhi Mehani | 28 27 |
| Bordj Bou- Ar- reridj | 317 | 292 | 92,11 % | 285 | 25 | 07 | 1. Zouaoui Amar 2. Boudache Nacer | 181 176 |
| Boumerdès | 319 | 285 | 89,34 % | 260 | 34 | 25 | 1. Gouri Abdelaziz 2. Laouira Abdelhafid | 109 102 |
| El Tarf | 233 | 189 | 81,11 % | 178 | 44 | 11 | 1. Djerroune Mohamed 2. Djefal Hocine | 129 128 |
| Tindouf | 51 | 51 | 100 % | 47 | 00 | 04 | 1. Tahar Ali 2. Beya Saïd | 23 13 |
| Tissemsilt | 209 | 207 | 99,04 % | 197 | 02 | 10 | 1. Meriane Omar 2. Mesbah Djillali | 168 164 |

ETAT (Suite)

| Circonscription électorale | Electeurs | | Taux de participation | Suffrages exprimés | Abstentions | Bulletins nuls | Candidats élus | Nombre de voix obtenues |
|----------------------------|-----------|---------|-----------------------|--------------------|-------------|----------------|---|-------------------------|
| | Inscrits | Votants | | | | | | |
| El Oued | 289 | 284 | 98,27 % | 273 | 05 | 11 | 1. Tidjani Abdelmalek 2. Brahmi Youcef | 139 98 |
| Khenchela | 202 | 201 | 99,50 % | 193 | 01 | 08 | 1. Kellil Tahar 2. Benali Chérif Nouredine | 129 109 |
| Souk-Ahras | 241 | 240 | 99,58 % | 230 | 01 | 10 | 1. Gouasmia Mansour 2. Abid Rachid | 140 136 |
| Tipaza | 275 | 255 | 92,72 % | 241 | 20 | 14 | 1. Khouider Tahar 2. Driouèche Mustapha | 155 146 |
| Mila | 317 | 291 | 91,79 % | 264 | 26 | 27 | 1. Benalia Mohamed 2. Boughaba Omar | 135 129 |
| Aïn Defla | 355 | 345 | 97,18 % | 319 | 10 | 26 | 1. Bensmaili Mohamed 2. Bouzar-Kouadri Mohamed | 195 131 |
| Naâma | 127 | 126 | 99,21 % | 122 | 01 | 04 | 1. Zellati Boudjemaâ 2. Saidi Kaddour | 47 38 |
| Aïn-Témouchent | 257 | 252 | 98,05 % | 245 | 05 | 07 | 1. Tahar Mohamed 2. Maarouf Mohamed | 103 55 |
| Ghardaïa | 152 | 146 | 96,06 % | 139 | 06 | 07 | 1. Tarbagou Ahmed 2. Hani Bakir | 99 97 |
| Relizane | 367 | 367 | 100 % | 285 | 00 | 82 | 1. Benhadj Djelloul Abderrahmane 2. Chadli Assia | 267 257 |
| Total | 15003 | 14224 | 94,81 % | 13258 | 779 | 966 | | |

La présente proclamation sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Ainsi en a-t-il été délibéré par le Conseil constitutionnel dans ses séances du 26 et 27 Chaâbane 1418 correspondant au 26 et 27 décembre 1997.

Le Président du Conseil constitutionnel

Saïd BOUCHAIR.